DES BOUCLAGES DE FÉVRIER AUX EMEUTES DE NOVEMBRE. TOULOUSE, UNE ANNÉE EN BANLIEUE

De février à mars 2005, conformément au « plan 25 quartier » du gouvernement, le quartier de la Reynerie a Toulouse a été 'bouclé' par les forces de l'ordre - faisant suite à une pression policière commencée quelque mois avant.

Comme résultat de cette stratégie de la tension, quatre jeunes sont arrêtés en mars et inculpés malgré l'invraisemblance des accusations portées à leur encontre. Un comité de soutien aux quatre interpellés se met en place. (Trois ont été libérés depuis).

En novembre, la révolte des quartiers dans le pays se propage au quartier du Mirail, conjuguée avec des actions de solidarité en centre-ville.

Cette brochure raconte ces évènements, a travers soit des articles tirés de notre journal, « Le Combat Syndicaliste » et publiés entre avril 2005 et janvier 2006, soit des tracts du comité de soutien aux quatre interpellés de la Reynerie.

CNT-AIT

COLLECTION ACTUELLE

Des bouclages de février aux émeutes de novembre 2005

Toulouse, une année en banlieue

CNT-AIT

Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste, envoyez vos coordonnées à

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

http://cnt-ait-toulouse.fr

COMITE D'ACTION ET DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS

Nous sommes un collectif de personnes sensibilisées par l'enfermement, l'incarcération. Révoltées par les conditions de détention et l'application des lois, nous nous positionnons contre la prison.
Nous avons décidé d'agir à travers :
- du soutien aux familles : conseil et information sur la détention, …
- du soutien aux prisonniers : lettres.
- L'objectif du groupe est de favoriser la prise de conscience collective de ce qu'est l'enfermement pour arriver, à terme, à la destruction des prisons.
Ce collectif est ouvert. Toutes les initiatives sont les bienvenues.

CASP c/o CNT-AIT, 7 rue Saint-Rémésy 31000 Toulouse .
Permanence un samedi sur deux 17h30

SOMMAIRE

I. Mon quartier à l'heure du Maréchal p. 3

II. Soutien aux inculpés de la Reynerie

Mirail : solidaires p. 7

Procès politique à la Reynerie p. 8

Procès politique à la Reynerie (suite) p. 11

Tracts du comité de soutien p. 12

III. Une crise de société

Une semaine de lutte à Toulouse p. 15

Contre le fascisme, désobéissance massive, grève générale p. 20

15 jours après p. 21

Toulouse : prison ferme pour comparution immédiate p. 23

8 mois de prison ferme pour Mikaël p. 23

Répétition générale p. 25

« Mon fils a eu la main arrachée par une grenade » p. 27

Une vraie conscience politique p. 29

Trop conscients pour se révolter p. 31

Remarque : la dénomination Le Mirail fait référence soit au quartier proprement dit, soit au Grand Mirail (qui comprend le Mirail proprement dit, ainsi que les quartiers de Reynerie et de Bellefontaine)

I. MON QUARTIER A L'HEURE DU MARECHAL

Ça a commencé environ un mois avant le ramadan. Un troupeau de CRS, en tenue de combat, a fait une descente musclée pour arrêter un jeune dans le HLM familial. C'était un mercredi, en plein après-midi. Il faisait beau. Tous les gamins du quartier de Reynerie (Toulouse-le-Mirail) étaient dehors. Ils ont assisté au bouclage de l'immeuble, à son invasion par une horde policière. Ils ont vu la mère et la petite sœur (un mètre vingt) conduites violemment au commissariat, ils ont su que tout ça, s'était pour une peccadille... Ça a failli tourner à l'émeute et ça a troublé en profondeur le quartier, qui était plutôt paisible à ce moment là.

Pour une fois, même les adultes se sont sentis visés par cette agression policière disproportionnée. Il y a eu une réaction collective et largement spontanée. Dès le lendemain, nous étions cent cinquante ou deux cents place Abbal, pour protester publiquement et dénoncer les violences policières. Et nous avons été quelques dizaines, pendant les semaines qui ont suivi, à nous réunir pour parler des problèmes du quartier et essayer de faire émerger des solidarités entre les générations, entre des habitants aux origines très diverses.

Malgré cette volonté de vivre en paix entre nous, les provocations policières n'ont pas cessé, enclenchant un cycle de révolte (voitures brûlées, caillassages, …) et de répression (contrôles intempestifs, arrestations, charges de CRS…).

Hautement symbolique est de ce point de vue la charge de CRS, précédée de tirs de grenades lacrymogènes, du jour de Noël. Il était environ 17 heures et la cible était un groupe d'enfants de 12 ou 13 ans qui jouaient rue de Kiev.

Mais tout ça, ce n'était qu'un début. Une sorte d'entrée en matière. Depuis deux mois, au Mirail comme dans vingt-quatre autres quartiers étiquetés "à mater" répartis dans toute la France, nous vivons comme sous le Maréchal Pétain. C'est le terme qui est venu spontanément à la bouche du plus âgé d'entre nous. C'est vrai qu'il flotte sur le quartier comme un petit parfum d'occupation.

Comment la police crée des zones de non-droit.

Le prétexte de cet abus de pouvoir a été largement médiatisé : C'est qu'il existerait des "zones de non-droit", où la police "ne pourrait même pas entrer" et dans lesquelles se dérouleraient des "trafics".

Au Mirail –et sûrement dans les autres quartiers concernés– ce prétexte est parfaitement ridicule.

Comment peut-on en effet affirmer que la police ne "pourrait même pas entrer", alors qu'il y a un gros commissariat, flambant neuf, en plein milieu du grand Mirail, entre Reynerie et Bellefontaine, et des postes de police un peu partout ? La police n'a pas besoin d'entrer : elle est chez nous en permanence ! Notons au

passage que, pour nous convaincre de l'utilité de ce commissariat (mis en chantier à la suite du meurtre du jeune Habib par un policier, avec l'appui de tous les partis politiques), on nous avait expliqué qu'après sa construction, ce serait "la fin des violences" et le retour à une vie paisible. Depuis, nous avons le commissariat, les nuisances qui vont avec et moins de tranquillité que jamais.

Quant à la "zone de non-droit", parlons-en. Mais comme il faut : un des droits les plus élémentaires est celui d'aller et de venir. Librement. Quand nous partons de chez nous ou que nous y revenons après le travail, nous traversons, selon les jours, deux, parfois trois barrages filtrants de police. Le quartier est cerné, bouclé. Toutes les voies d'accès sont obstruées. Jour et nuit. Des groupes de policiers sont également installés à l'intérieur du quartier. D'un barrage, on aperçoit le suivant, pour peu qu'on soit en droite ligne. Il y a parfois moins de deux cent mètres entre deux barrages.

Bien sûr, comme le disait mon voisin -qui, à la quatrième fouille a changé d'avis-, "pourquoi s'inquiéter, si on n'a rien à se reprocher ?". Pourquoi s'inquiéter ? Parce que, traverser ces barrages, c'est s'exposer à être arrêté, devoir exhiber ses papiers (gare au moindre oubli !), être obligé de laisser fouiller son véhicule, avoir à en descendre pour être palpé sur tout son corps par des mains pas vraiment tendres. C'est subir la suspicion, entendre des ricanements et des commentaires… C'est perdre beaucoup de temps et être véritablement humilié.

Quand on ne peut pas sortir de chez soi sans subir ce traitement plusieurs fois par semaine, on vit effectivement dans une zone de non-droit. Un non-droit créé de toutes pièces par la police et la justice.

En ce qui concerne les fameux "trafics", nous pouvons être tout aussi clairs : en fouillant les véhicules et les poches, oui, les CRS ont certainement trouvé des barrettes de cannabis, quelques téléphones et auto-radios dérobés, d'autres choses du même niveau. Ils ont peut être mis la main sur des véhicules volés. Mais, ils pourront fouiller le quartier de fond en comble, ils n'y trouveront pas des trafiquants d'appartements de 600 m², ni des abuseurs de bien sociaux, ni des pilleurs de fonds publics, ni tous ceux qui ont profité des “services” de Patrice Alègre. Tous ceux là vivent ailleurs, loin des contrôles. Protégés par les contrôles.

Stratégie de la tension

On l'aura compris, c'est à une véritable stratégie de la tension que se livre le pouvoir, avec, comme toujours dans ce cas, deux grands résultats.

Le premier, c'est qu'on enferme les habitants dans leur quartier, dans leur bloc d'immeuble, dans un véritable ghetto. On hésite à aller au cinéma, parce qu'on sait qu'on devra se farcir deux barrages de CRS, dans la nuit, pour revenir à la maison. Donc, on reste sur place. Vos amies hésitent à venir vous voir. On les comprend : elles n'ont pas envie de subir une palpation appuyée à l'un ou l'autre des barrages policiers. Les contacts avec le monde extérieur se restreignent.

A l'intérieur même du quartier, les gens deviennent plus stressés. C'est étudié

ETES-VOUS EN FAVEUR DU COUVRE FEU POUR LES CASSEURS ?

TEST MOIS DE NOVEMBRE

32

32 est le nombre de:

- ☐policiers morts dans les cités en 2004 (France entière) ?
- ☐chauffeurs de bus sauvagement agressés pendant les dernières émeutes ?
- ☐décès lors de l’attentat du 8 septembre 2005 à Bagdad ?

10 000

Le chiffre de 10 000 blessés, dont 30 grièvement correspond :

- ☐aux accidents du travail de journalistes ?
- ☐aux attaques contre des français de souche par des jeunes issus de l’immigration en 2004 ?
- ☐à la répression castristes contre les opposants de Cuba ?

31,49, 17,9

31 écoles pratiquement détruites et 49 autres endommagées, 1 crèche détruite, 17 autres bien touchées, 1 collège et 2 lycées totalement anéantis, 17 autres collèges et 9 lycées plus ou moins abîmés, 1 école d’ingénieurs pulvérisée, 1 université hors d’usage, 2 autres établissements d’enseignement supérieur sinistrés, 3 cités universitaires inhabitables, c’est la triste liste des dégâts provoqués par :

- ☐les dernières émeutes sur le territoire français ?
- ☐la délinquance en Europe chaque année ?
- ☐le dernier tremblement de terre en Turquie ?

30 000

30 000 logements détruits ou endommagés (35 000 selon l’AFP) c’est la conséquence :

- ☐du cyclone Rita ?
- ☐des violences urbaines de ces 20 dernières années ?
- ☐du bombardement de Brest pendant la dernière guerre mondiale ?

1600

Près de 1 600 entreprises, tous secteurs confondus, représentant environ 21 000 emplois ont été touchées à divers degrés après:

- ☐les évènements dans les cités
- ☐la hausse du prix du pétrole
- ☐la destruction du World trade center ?

Vous avez coché au moins une case ? Vous avez tout faux. Ce bilan : 32 morts, 10 000 blessés dont au moins 30 très lourdement, 31 écoles pratiquement détruites et 49 autres endommagées, 1 crèche détruite, 17 autres endommagées, 1 collège et 2 lycées totalement anéantis, 17 autres collèges et 9 lycées plus ou moins abîmés, 1 école d’ingénieurs pulvérisée, 1 université hors d’usage, 2 autres établissements d’enseignement supérieur sinistrés, 3 cités universitaires inhabitables, 30 000 logements détruits ou endommagés, près de 1 600 entreprises, tous secteurs confondus, représentant environ 21 000 emplois touchées … c’est le bilan très incomplet de l’explosion de l’usine AZF à Toulouse le 21 septembre 2001. Nous pourrions y ajouter : 100 000 m2 de locaux de la DRIRE endommagés (dont 70.000 m2 à reconstruire), des dizaines d’autobus de la SEMVAT rendus hors d’usage, des centaines d’automobiles détruites, des dégâts importants à la SNCF, à La Poste, au CNRS, au CNFPT, au Parc des expositions, à l’Hippodrome de la Cépière, au Stadium, au Zénith, au Palais des sports, à la Médiathèque, au Rectorat. Rien que pour les 30 000 logements, les dégâts ont été estimés à 320 millions d’euros dont 100 millions pour le parc public. A l’heure qu’il est tout n’est pas encore reconstruit.

Il n’y a pas eu besoin de 20 jours, puisque en 2 secondes la violence d’irresponsables “d’origine française” a déferlée sur les quartiers populaires de la ville. Malgré un bilan aussi lourd, il n’y a eu ni comparution immédiate ni beaucoup de suites. D’ailleurs, sur les 13 personnes d’AZF mises en examen en juin 2002, 11 ont déjà bénéficié d’un non-lieu. Trois personnes seulement restent mises en examen, dont un employé d’une entreprise sous-traitante…

ment et la concrétisation des idées libertaires est pour nous quelque chose d'essentiel (c'est bien entendu ce qui nous oblige à commenter l'attitude des organisations qui s'en réclament). Les événements de la toussaint en France doivent amener tout militant à s'interroger et à faire des choix stratégiques. Qu'elle crédibilité peut-on accorder à des organisations qui non seulement n'ont rien apporté au débat mais qui, de plus, ont enfoncé les portes ouvertes par Sarkozy ? A des organisations qui exploitent une imagerie violente et qui sont largement absentes quand, justement, la violence qu'elles glorifient sur les "produits dérivés" qu'elles vendent*2 devient, un tout petit peu, réalité ?

Cette révolte était-elle ou non légitime ? Pour nous, à la CNT-AIT, c'était la seule question à se poser. Si oui, il fallait en assumer clairement les contradictions, et avoir le courage politique d'en payer éventuellement les conséquences. C'est ce que nous avons fait. Cela, parce que nous sommes persuadés que la place des militants révolutionnaires est avec les révoltés, lorsque cette révolte est légitime, et parce que ce n'est que de cette place que nous pourrons, avec eux, dépasser les contradictions inhérentes à toute révolte et passer de la révolte à la révolution.

Des militants

1 : Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées a lancé le débat sur ce thème. _ 2 : Elles ont des catalogues pleins de tee-shirts ou de casquettes estampillés de poings, armes, bombes ou de slogans vengeurs. Elles soutiennent des groupes de variété dont le nom à lui seul est une exaltation de la lutte armée (Kochise, Brigada Flores Magon, …), diffusent des ouvrages sur Ravachol ou autres, utilisent des services d'ordre qui défilent en gonflant les muscles…

(Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

pour. Un exemple, vécu ce samedi 26 mars, pendant le week-end pascal. Tout est calme, l'un de nous prend la voiture pour aller en ville. Il n'a pas franchi la frontière du quartier qu'une estafette de CRS, lancée à fond, le double, pile devant lui tandis que deux autres arrivent par derrière, et trois ou quatre par chacune des rues adjacentes. Le voici cerné d'une dizaine d'estafettes. Qu'a-t-il fait ? C'est la guerre ? Non, d'ailleurs, ils ne s'occupent pas de lui, et, tandis qu'il zigzague pour se dégager, des flics bondissent de leurs estafettes, tout équipés de boucliers, d'armes de tir et se lancent sur un talus en direction d'un immeuble. Quelques minutes plus tard quand il revient, il n'y a plus rien. Que s'est-il passé ? Pourquoi cette démonstration abusive de force ? Nous n'en saurons jamais rien. Mais, sans être particulièrement émotif, risquer d'être pris, à tout moment, dans une ambiance de western, c'est pour le moins stressant. Beaucoup d'habitants ne supportent plus ça, en particulier les personnes âgées, encore nombreuses dans le quartier.

Enfermement dans un espace restreint, poussées organisées d'angoisse, c'est la recette pour provoquer la monté des intégrismes. Nous avions déjà des petites filles voilées. Grâce à la politique de Villepin, en moins de deux mois, nous avons vu dans le quartier les premiers garçons aller au collège en djellaba. Et depuis quelques jours, il y a des écoliers, qui, quand l'instit veut leur apprendre une chanson, mettent sur la table une plaquette indiquant qu'un musulman ne chante pas et refusent d'ouvrir la bouche. Ces résultats ont été obtenus, bien sûr, au nom des "valeurs de la République", et ils ne feront que s'épanouir si ça continue.

Le deuxième résultat, c'est d'engraisser la machine à réprimer. Le contrôle permanent et tatillon, les démonstrations de force sur un fond de misère sont autant de provocations qui entraînent des réactions, des "passages à l'acte" individuels ou en groupe. Il arrive qu'un habitant craque et "réponde" à un flic, quand il est contrôlé pour l'énième fois de la journée. Il arrive que la colère fasse flamber des poubelles, des voitures (parfois à quelques mètres seulement d'un barrage policier)… Tout cela est prétexte à de nouveaux contrôles, à plus de pression, à des humiliations, à des arrestations … et cela recommence. L'État voudrait provoquer de nouvelles émeutes au Mirail qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Jour après jour, cela devient une évidence.

Combien ça coûte ? Pour quel résultat ?

Autre aspect à ne pas négliger : cette opération coûte fort cher. Mais le pouvoir, si prompt à faire des économies sur le dos des travailleurs, se garde bien de donner le moindre chiffre. Des centaines de CRS, d'officiers de la Bac, de RG, de policiers de tous ordres sont en permanence sur le quartier. Outre des salaires grassouillets (voir les dépliants de propagande au commissariat de Bellefontaine), tout ce petit monde touche des primes de nuit, de week-end, de risque… sans compter ce que coûte l'entretien de leur équipement. Le total est obligatoirement faramineux.

Quant au résultat ? Par rapport à l'objectif affiché (avoir un quartier calme), il est nul. Nous vivons une des périodes de plus fortes tensions de ces dix dernières

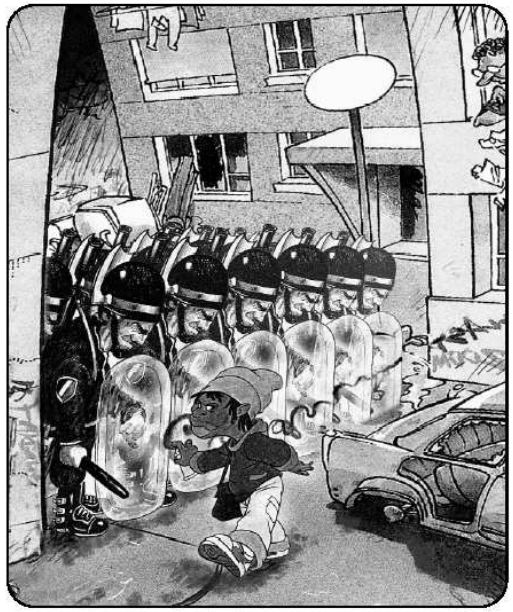
années. L'argent dépensé l'est donc en dépit du bon sens. A moins que l'objectif affiché ne soit pas l'objectif poursuivi, évidemment.

Ne nous trompons pas d'ennemi.

Coincés entre la stratégie de la tension étatique, le repli identitaire des uns et la sottise des autres (dont le dernier avatar national est l'appel "contre le racisme anti-blanc"), la voie n'est pas large. Mais, comme ils l'ont fait précédemment, les militants anarcho-syndicalistes du quartier appellent la population à ne pas se tromper d'ennemi.

Nous disons et nous continuerons à dire inlassablement par tous nos moyens que notre ennemi, ce n'est pas notre voisin, avec lequel nous partageons la même misère. Nos vrais ennemis, ce sont ceux qui nous humilient. Qui nous exploitent quand ça leur rapporte et qui nous licencient dès que ça les arrange. Qui augmentent les loyers, l'eau. Qui nous expulsent quand on ne peut plus payer. Qui diminuent les budgets sociaux. Qui ne nous laissent d'autre espoir que d'être parqués dans un ghetto. Alors, ne nous trompons pas. Même si c'est plus difficile que jamais, respectons-nous les uns les autres, soyons solidaires et continuons à agir pour construire un autre futur.

Les habitants CNT-AIT du Mirail.
(Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées, n°90, mai 2005)



bertaires parisiennes quant à elles sont encore terrées. Rien n'est proposé, elles se contentent d'envoyer des communiqués aux médias. Le point d'orgue de ce monstrueux décalage se produit le 12 novembre, quand la machine répressive bat son plein. Il y a ce moment là en France prés de 3 000 personnes, qui, après les avanies des gardes à vues, des coups et des insultes dans les commissariats, des perquisitions à leur domicile à coup de fusil à pompe pour faire sauter la serrure, sont préventivement en taule et défilent en comparution immédiate devant la justice. Il y a à ce moment là des jeunes qui ont été gravement blessés au visage ou qui ont perdu un membre. Et il y a ce jour-là un concert de solidarité. Il est organisé par la CNT Vignoles, justement dans son local rue des Vignoles à Paris, en solidarité avec … la CNT Vignoles. Vous avez bien lu : le 12 novembre, la solidarité des Vignoles va au syndicat de la communication des Vignoles, pas aux "racailles".

Trotskistes, "anars", "syndicalistes révolutionnaires", … ont sur le fond (avec de très faibles nuances) un discours commun, réglé sur le discours du pouvoir. La mise en oeuvre d'une mécanique unitaire réformiste et récupérateur, de plus en plus large, va, de se fait, se mettre en place tout "naturellement". Le 13 novembre, la FA, le Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) et compagnie signent un appel selon lequel "L'action des forces de l'ordre (…) ne saurait être la seule réponse”. Ce qui est reconnaître que “l’action” des forces de répression est une des réponses socialement utiles. C'est tout simplement consternant, venant d'"anarchistes", qui ne s'arrêteront pas en aussi bon chemin. FA, CNT Vignoles, LO finiront par signer un appel commun à manifester contre l'état d'urgence le 16 novembre, devant le sénat, avec le PC et le MJS (et cela bien que le Parti socialiste -dont le MJS fait partie- ait été tout à fait favorable au départ à cet état d'urgence).

Mais ni les uns ni les autres n'en sont plus à une contradiction près, même s'ils dégoûtent toute la population. C'est d'ailleurs pourquoi, l'appel pour la manif du 16, signé par presque toute la gauche, toute l'extrême gauche et cette partie du mouvement libertaire atteint de "visibilité chronique" (représenté par la FA et la CNT Vignoles) réunit à grand peine 2 000 personnes à Paris (dont fort peu de banlieusards). Cet échec cuisant est la démonstration qu'il n'y a plus grand monde pour être dupe : on ne peut d'un côté appeler de ses vœux une politique répressive en demandant à ce que "l'ordre soit rétabli" (PC) contre des individus désignés comme "inconscients" (LO) ou "irresponsables" (CNT Vignoles), et d'autre part appeler à manifester contre l'état d'urgence lequel n'est que la conséquence politique du discours tenu par les organisations signataires de l'appel du 16 novembre.

Cette bouffonnerie d'organisations qui se réclament du mouvement libertaire ou "syndicaliste révolutionnaire" est de nature à déconsidérer les idées qu'elles prétendent représenter aux yeux de tous les révoltés. Or, le développe-

ture au profit des transports en commun ou du vélo.

Remarquons également que, sans amener aucune piste concrète, ces organisations semblent découvrir que l'expression de la révolte est toujours un mouvement contradictoire dans lequel le révolté met en jeu ses intérêts présents dans l'espoir d'un avenir meilleur. Alors oui, la révolte, surtout si elle est matée et contenue, s'effectue au détriment de ceux qui la font. C'est là un risque qu'apparemment les "anarchistes" français de la FA et AL ne sont pas prêts de courir.

Il aura également fallu beaucoup attendre pour savoir ce que pensait de la situation la CNT-Vignoles. Ensuite, les prises de position se sont multipliées. Mais, la seule conclusion que l'on puisse tirer de leur lecture, est l'invraisemblable incohérence de cette organisation. Ainsi, le titre du communiqué de "l'Union régionale de la région parisienne" est éclatant de radicalité : "Nous sommes tous de la racaille" Proclame-t-il. Quel dommage qu'il ait fallu attendre le 11 novembre 2005 pour lire une affirmation aussi fière et aussi … décalée ! Car, ce communiqué paraît quant, en région parisienne, le mouvement a pratiquement disparu. Et ou est la cohérence avec le premier communiqué des Vignoles, bien moins fier, daté du 6 novembre 2005 : "Les enseignants de la CNT ne prônent pas bien sûr les incendies de voitures ni de bâtiments publics, mais ils ne prônent pas non plus la résignation". Ou, bien pire, avec l'éditorial du site web de l'Union régionale CNT-Vignoles d'Aquitaine (qui détient, c'est symbolique, le bureau national de cette organisation). Ce communiqué critique ouvertement les irresponsables ("la CNT regrette les comportements irresponsables d'une fraction de la jeunesse sacrifiée") avant de conclure, d'un peu compréhensible (vu le contenu de tout le texte) "Où est la vraie racaille ?" Bref, la confusion règne. Aux Vignoles, les uns dénoncent les "comportements irresponsables" et se demandent où est “la racaille” pendant que leurs camarades leurs répondent, certes avec un prudent retard : "C'est nous". Et il faut attendre le 13 novembre pour que, dans ces groupes qui se réclament du "syndicalisme révolutionnaire", on se rappelle qu'en cas de révolte, le minimum de l'action syndicaliste, c'est d'appeler à la grève en solidarité. Le mot de "grève" est finalement lâché le 13 novembre. Oui, mais le 13 novembre, tout était fini.

Pendant la révolte le spectacle continue

Des analyses aussi indigentes ne pouvaient que conduire à des actions tout aussi minables. La première manifestation parisienne a eu lieu le 09 novembre 2005. C'était bien tard : cela faisait une quinzaine de jours que la répression s'abattait sur les populations des quartiers de la région parisienne. Contre l'état d'urgence (dont ils ont justifié d'avance la proclamation par leur "inquiétude" et leurs appels à la répression) le PC, les Verts, la LCR et une multitude d'organisations rassemblent à grand peine 300 personnes à Bobigny. Les organisations li-

II. SOUTIEN AUX INCULPÉS DE LA REYNERIE

MIRAIL : SOLIDAIRES

Dans notre précédent numéro, nous avons dénoncé le scandaleux bouclage subi pendant deux mois par 25 quartiers du pays, dont celui de Toulouse-la-Reynerie et nous avons appelé à la solidarité envers 4 personnes arrêtées dans ce dernier le 20 mars. Immédiatement incarcérées à Seysses elles ont comparu, toujours prisonnières, le 11 avril, sous les inculpations habituelles de rébellion, outrage, violences, jets de pierres ou de cocktails Molotov... Leur procès a été proprement stupéfiant, relevant son caractère purement politique (dans le genre "avertissement aux exploités").

Ainsi, le "policier-témoin" a déclaré ne reconnaître aucun des inculpés, la police scientifique, appelée en renfort, a déclaré qu'elle n'avait pas trouvé la moindre trace d'hydrocarbure sur les inculpés (accusés pourtant d'avoir lancé des "cocktails Molotov"), et des contradictions entre les différents procès-verbaux policiers ont éclaté. Malgré l'absence d'aveux, de preuves et l'indigence des affirmations policières, les quatre personnes ont été lourdement condamnées (de six à neuf mois de prison). Sans doute, le pouvoir comptait-il, pour faire avaler cette injustice de plus, sur la peur sécrétée par l'ambiance de ghettoïsation du quartier, sur la résignation des familles ou sur l'isolement des personnes incarcérées. C'est tout le contraire qui est en train de se produire. Forts de leur innocence, les prisonniers ont interjeté appel. Ils vont également déposer dans les jours prochains des demandes de mise en liberté immédiate (à ce jour, ils sont toujours embastillés). Leur défense s'organise non seulement sur le plan juridique mais aussi en interpellant l'opinion publique. Depuis le 24 avril, date à laquelle des familles, voisins et amis ont commencé à s'organiser collectivement, près de 14 000 tracts ont été distribués lors de tables de presse organisées aussi bien dans le centre ville (marché aux puces, place du Capitole le jour du premier essai de l'A380, rues piétonnes, cortège du 1er mai...) que sur les quartiers (Basso Cambo, Reynerie, Faourette, Jolimont, Isards...) ou les écoles (Université du Mirail, lycée Polyvalent, lycée des Arènes...). Plus de mille deux cents pétitions ont été recueillies. Les prisonniers reçoivent un courrier abondant. Un rassemblement de protestation, auquel ont participé 250 à 300 personnes (essentiellement des adultes et des personnes âgées) a eu lieu le 5 mai toute l'après-midi à Reynerie. D'autres initiatives sont en cours d'organisation, car la solidarité, qui refuse les clivages communautaires et politiciens, ne fait que s'étendre. Chaque jour nous en apporte des preuves supplémentaires.

Des militants de la CNT-AIT

(Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées, supplément au n°90, mai 2005, numéro spécial d'appel de la CNT-AIT à la grève générale contre un jour de travail non payé le 16 mai 2005 ("lundi de Pentecôte").

PROCES POLITIQUE A LA REYNERIE

Ils étaient quatre à comparaître devant la Cour d'Appel de Toulouse, ce jeudi 9 juin 2005. Quatre, arrêtés le 20 mars 2005 dans un contexte d'échauffourées à Reynerie. Quatre à avoir été jetés immédiatement en prison –et à y être toujours au moment ou ces lignes sont écrites. Si leur procès en première instance, d'où ils sont pourtant sortis lourdement condamnés (de 6 à 9 mois de prison), avait fait sérieusement tanguer les arguments de l'accusation, leur procès en Appel a pris des allures de tsunami judiciaire. Il n'y avait déjà, dans ce dossier, aucun élément matériel. Les débats ont montré que, les dépositions policières contenaient d'innombrables contradictions. A tel point qu'un des avocats a pu conclure son implacable démonstration en martelant qu'il s'agissait "au mieux d'une erreur, au pire d'un mensonge". Dans ces conditions, le maintien de ces jeunes en prison n'a plus rien à voir avec la "justice". Il s'affirme comme une décision politique, un inadmissible message adressé "pour l'exemple" à tous les habitants de banlieue.

La police joue l'Arlésienne

D'après les procès verbaux, ils sont quatre policiers à incriminer les emprisonnés. Bien qu'ils aient été expressément convoqués par le Parquet, trois d'entre eux ne daigneront venir ni à l'audience de comparution immédiate (qui sera de ce fait reportée) ni à la suivante (celle qui prononcera les condamnations).

Ils ne seront pas plus présents devant la Cour d'Appel. Le rapporteur (c'est-à-dire le magistrat qui a établi le rapport de synthèse, lu en introduction au procès) a souligné qu'"ils ont écrit pour dire qu'ils ne viendraient pas, sans dire qu'ils ne pouvaient pas". Difficile pour un magistrat d'être plus clair : si ces fonctionnaires ne sont jamais venus, c'est par choix. Deux remarques s'imposent dès lors.

La première concerne la forme. Le principe juridique de base dans ce domaine, c'est que "la police judiciaire est exercée sous la direction du Procureur de la République" (art 12, Code de procédure pénale). Or, en l'espèce, trois policiers, dont les dépositions étaient indispensables au bon fonctionnement de la justice, n'ont pas déféré à sa demande. Simple incivilité ou claire insubordination ? A chacun d'en juger. Ce qui est certain, c'est que par leur attitude, ces trois fonctionnaires ont infligé un camouflet retentissant au Tribunal, et cela à un moment ou le "rappel à la loi" et le "respect des institutions" est au centre des préoccupations judiciaires.

Sur le fond maintenant. Si ces policiers ont refusé de comparaître, c'est, bien sûr, qu'ils avaient une raison. Et une bonne. Après trois heures de débat devant la Cour d'Appel, elle saute aux yeux : ils ne voulaient pas avoir à répondre des incongruités et des contradictions flagrantes consignées dans leurs procès-verbaux successifs. De ce point de vue, on les comprend un peu : en ne venant pas, ils ont évité de s'effondrer lamentablement sous le poids des évidences.

nous ferait croire qu'un soviet était en création dans sa copropriété ! Quant à la conscience politique de la LCR, après quelques tergiversations, elle semble surtout avoir eu pour objectif de sauver la voiture d'Alain. En effet, si le 31 octobre un premier communiqué de la LCR dénonce la politique sécuritaire du pouvoir, dès le 3 novembre le ton change et cette même LCR s'aligne sur la position du Parti communiste (PC), lequel à corps et à cris, réclame le retour à l'ordre et la punition des émeutiers. Ainsi, peut-on lire dans le communiqué de la LCR daté du 3 novembre 2005 que "la vague de révolte et de violences suscite une inquiétude profonde parmi la population", ce qui permet à toute la gauche officielle, Parti communiste en tête, d'enclencher le discours selon lequel, pour retrouver la quiétude, "rétablir l'ordre est une urgence extrême", sans oublier de préciser que "Les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés" (Communiqué du Parti communiste français du 03/11/2005). Ceux qui, jour après jour, dégradent sciemment nos conditions de vie avec une violence à peine voilée peuvent dormir tranquille. C'est sur les opprimés que la gauche et l'extrême gauche appellent les "sanctions", pas sur leurs oppresseurs.

Des libertaires : silencieux d'abord, incohérents ensuite

Chez ceux des libertaires qui prônent la "visibilité médiatique"[*1], les réactions ont été encore plus tardives. A croire que cette "visibilité", dont ils font un axe essentiel de leur stratégie, n'est destinée qu'à leur permettre d'ajouter une signature sur les tracts des partis politiques ou à suivre les manifs plan-plan des syndicats. Quand l'ambiance se teinte de révolte, ce n'est plus à de la visibilité que nous assistons, ce n'est même pas à une humble discrétion, c'est carrément à une disparition corps et biens. Le silence initial des "libertaires visibles" est d'autant plus assourdissant que c'est à Paris que les événements ont débuté dès le 27 octobre 2005 et que c'est dans cette même ville que se trouve -de fait même quand la forme affichée est autre- la "tête" de ces organisations là.

Or, ce n'est qu'autour du 07 novembre 2005, plus de dix jours après le début des événements que les premiers -et bien piteux- communiqués de presse ont été rédigés. La lecture de ces écrits démontre surtout, s'il restait un doute, que le mouvement libertaire français a intégré le discours dominant sur la violence. Les communiqués d'Alternative libertaire (AL), de la Fédération anarchiste (FA), vont "regretter" la violence des manifestants. Le ton est lamentable et ne sort pas de la litanie médiatique : "Oui, il y a des raisons de se révolter, mais brûler des voitures, frapper au hasard ne fait que du tort." (Premier communiqué de la Fédération anarchiste, 08 novembre 2005).

Remarquons au passage que cette focalisation de toute la gauche et de l'extrême gauche sur les voitures brûlées est curieuse à de nombreux titre. Ne serait-ce que parce que ces milieux revendiquent souvent … l'abandon de la voi-

individus réfractaires à leur interprétation de la conscience politique. Avec cette conception de la vie, on peut écrire sans sourciller, comme le fait Arlette Laguiller, dans l'éditorial de l'hebdomadaire Lutte Ouvrière du 4 novembre 2005 : "C'est pourquoi lorsque les jeunes s'en prennent aux pompiers en tant que représentants de l'autorité, cela ne montre pas une bien grande conscience (…) La violence au quotidien dans ces quartiers est peut être le fait de voyous ou de trafiquants." La semaine suivante Arlette récidive : pour elle les violences témoignent parmi les "jeunes" d'une "absence de conscience sociale et de solidarité", alors que c'est de tout l'inverse qu'il s'agit : c'est bien en solidarité avec deux jeunes poussés par la pression policière à se réfugier dans un transformateur -et à y mourir- que les quartiers se sont embrasés, et, s'il y a une partie de la population qui comprend d'emblée ce qu'est l'antagonisme des puissants et des opprimés, c'est bien dans les banlieues qu'elle se trouve.

Les propos des militants d'extrême gauche sont tellement influencés par les médias qui, pour servir les stratégies sarkosiennes, ont savamment mis en scène les "violences", que c'est à se demander s'ils ont une autre source d'information que le journal de TF1 !

Il faut sauver la voiture du soldat Krivine

Pourtant, tous ces militants n'habitent pas dans le très chic XVIème (à Paris), le tout aussi chic quartier Ozenne (à Toulouse) ou la très mondaine place Stanislas (à Nancy). Alain Krivine, le leader historique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), habite par exemple à Saint-Denis. Tout près d'une zone chaude. Grâce au contact privilégié avec le peuple que lui permet cette localisation, Alain a participé aux événements … en défendant, contre les "casseurs", sa voiture et sa copropriété ! Laissons s'exprimer ce grand héros trotskiste. Certes, il reconnaît là une "explosion de l'exclusion" mais il est plus prolixe dans le magazine Marianne du 12 novembre 2005 lorsqu'il "reprend le récit de ces nuits folles où à soixante, ils font des rondes jusqu'à deux heures du matin pour éviter que la détresse n'attaque leurs murs. Cela crée des liens. Les réseaux de solidarité se sont renforcés, positive le leader trotskiste (…) Pourquoi ne pas embrigader les émeutiers pour la révolution ? Aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes réplique-t-il" et quand le journaliste lui indique que, lui, il va allers parler aux jeunes, Alain lui répond "presque inquiet 'vous verrez, c'est tout noir'."

La LCR a toujours été pragmatique. Lorsque l'émeute vient lécher les parkings et les murs des immeubles un peu plus cossus que ceux du reste de la zone, il s'agit d'abord pour elle de défendre la propriété. Des pratiques qui ne sont pas loin d'être celles d'une milice de petits propriétaires deviennent, dans la bouche d'Alain Krivine des "liens de solidarité" qui se renforcent. Pour peu, il

Le gant se retourne contre l'accusation

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir mobilisé des ressources importantes que la police n'a pu apporter la moindre preuve matérielle de ce qu'elle avance. Un des prisonniers est accusé d'avoir jeté une "bouteille d'hydrocarbure", les trois autres, des morceaux de béton et des cailloux. Pour prouver les accusations, dès leur arrestation, "les policiers leur ont fait mettre des gants de latex à tous" (rapport introductif). Ensuite, ces quatre paires de gants ont été envoyées pour expertise au laboratoire de police scientifique. Première curiosité, alors qu'un seul est poursuivi pour un jet de cocktail, la police a demandé pour les quatre la recherche de traces d'hydrocarbures… comme si elle n'était tellement sûre de ce qu'elle affirmait sur l'identité du "lanceur". Manque de chance pour elle, "la police scientifique n'a rien trouvé de cet ordre pour aucun. Résultat négatif" (ibid.). Pour information, précisions que, sur le plan scientifique, le résultat d'une telle recherche est positif si l'on est simplement passé à la station service dans la journée. Deuxième curiosité, alors que trois sont accusés d'avoir jeté des cailloux, "on n'a pas demandé de vérifier s'il y avait des poussières et qu'elle nature de poussières il pouvait y avoir sur les mains" (ibid.), peut-être parce que "on" savait d'avance que les résultats seraient également négatifs sur ce plan ? Toujours est-il que la police a fait elle-même la preuve qu'il n'y avait pas le moindre lanceur de "cocktail" parmi les quatre, et elle n'a pas apporté la preuve qu'il y ait eu des lanceurs de cailloux.

La police identifie de nuit, à 40 mètres, un noir avec une cagoule.

Le rapporteur l'a également indiqué "le policier a beaucoup insisté sur cette preuve". La preuve en question -un des rarissimes détails précis du dossier-, c'est le pull "Bullrot" que portait un lanceur de cocktail molotov. Las pour la police, Jean, incarcéré pour ce motif n'était pas en Bullrot au moment de son arrestation. Malgré des recherches frénétiques, allant jusqu'à une perquisition complète de son domicile, personne n'a jamais vu l'ombre d'un tel pull dans ses affaires. Alors, à quoi d'autre a-t-il été "reconnu" par un gardien de la paix ?… le dossier nous apprend que c'est parce qu'il était vêtu de sombre, plutôt grand, plutôt mince et … franchement noir… ce qui n'est pas vraiment original à Reynerie. C'est pourtant sur une "description" aussi floue qu'un gardien de la paix l'a reconnu "formellement", tout en avouant lui-même qu'il n'avait vu le lanceur de cocktail “qu'à 30 ou 40 mètres”. Et cela alors que la scène s'est déroulée pratiquement de nuit. L'accusateur a-t-il du moins reconnu Jean à son visage ? Ses tergiversations semblent indiquer qu'il aurait peut-être été tenté de le dire… mais, il lui était difficile de s'engager dans cette voie : les PV des autres policiers indiquent que les "émeutiers" –comme ils les appellent– portaient des cagoules.

Bref, le seul élément descriptif (le fameux Bullrot, décrit avec insistance par le policier accusateur ainsi que par un autre) n'a jamais été retrouvé. Par contre, on nous offre une reconnaissance à 40 mètres, de nuit, d'un noir vêtu de sombre et portant une cagoule. Ce qui tient certainement de l'exercice de divination. Pas du témoignage. On comprend qu'en première instance le gardien de la paix; soit devenu subi-

tement dubitatif à la barre et ait avoué ne pas être en mesure de reconnaître Jean.

"Détail" qui tue : de nombreux témoins affirment que ce jeune homme avait passé la journée (y compris le moment ou se sont déroulé les faits) chez son amie, tout de blanc vêtu. Il venait de rentrer chez lui pour se changer avant de sortir en ville. Ce n'est qu'à partir de ce moment, c'est-à-dire quelques minutes avant son arrestation, qu'il a été vêtu de sombre.

Les cardiologues de la BAC

Quant à Abdelrani, le motif de son arrestation est assez inédit. Figurez-vous qu'au moment ou la BAC s'est précipité sur lui (il venait de sortir de puis peu de son domicile –comme sa famille l'a attesté– et il attendait tranquillement l'ascenseur sur la coursive du cinquième étage), son cœur s'est mis à battre la chamade.

Devant une telle preuve de culpabilité, consignée dans un procès-verbal, la BAC n'a fait ni une ni deux, elle l'a embarqué. Par la suite, le hasard faisant bien les choses, il a été "reconnu" par un autre policier. Et, comme dans ce dossier le hasard ne fait pas les choses à moitié, c'est justement par le gardien de la paix qui avait également "reconnu" Jean. Enfin, si on peut appeler ça des reconnaissances. Car au "je suis formel … je ne peux dire ce qu'ils faisaient, mais ils étaient dans le groupe" d'un PV (ce qui n'est déjà pas d'une grande précision) succédera "à l'oral", en première instance, une impressionnante marche arrière.

Non seulement, pour notre gardien de la paix, il n'est plus question de reconnaître Abdelrani, mais il déclare que ce seraient les hommes de la BAC qui l'auraient reconnu. Bref, Abdelrani n'a été reconnu formellement ni par la BAC ni par le gardien de la paix. Sur cette double non-reconnaissance, il est toujours en prison. Ça lui apprendra à avoir un cœur qui bat trop vite.

La coursive du 5ème est donc au rez-de-chaussée

Pour Icham et Mohamed nous avons des versions de leur arrestation parfaitement contradictoires, mais tout aussi assermentées les unes que les autres.

Décrivant le moment ou elle redescend du 5ème avec Abdelrani, la BAC note "constatons en bas d'immeuble des mouvements de certains jeunes …hostiles… alors que nous progressons en direction d'un groupe de jeunes… ils se dispersent. Remarquons deux individus [Icham et Mohamed] qui progressent le long d'un mur [ils vont vers l'immeuble en question qu'habite l'un d'eux] et qui à notre vue font demi-tour". Ces deux individus sont arrêtés dans la rue. Ce PV (pièce n°1 de la procédure), établi à 20 h 20, démontre que ce n'est pas parce qu'il ont été "reconnus" qu'ils ont été arrêtés. Trois heures plus tard, la version change du tout au tout. Le même rédacteur certifie tout aussi formellement (PV de 20 h 30) : "après l'interpellation d'Abdelrani, nous sommes redescendus … nous reconnaissons … [Icham et Mohamed] précédemment vus lors des violences … un nord africain avec un bonnet, un autre plus petit avec un pantalon sombre". Arrêter des gens parce qu'on les a reconnus trois heures après les avoir arrêtés… il fallait un expert pour nous éclairer ça. Et qui le fait ? Notre valeureux gardien de la paix, toujours le même. Véritable té-

Gauche et extrême gauche : *TROP CONSCIENTS POUR SE REVOLTER*

La révolte qui a suivi la mort des deux jeunes de Clichy était propice à remettre en question toute la politique actuelle. Or, cela n'a pas été le cas, au contraire. Avec la proclamation de l'état d'urgence, un pas de plus a été franchi. L'absence de solidarité de la part de mouvements politiques qui se disent révolutionnaires ou libertaires est en partie responsable de ce résultat néfaste. Pour tenter de justifier cette absence de solidarité envers la population des banlieues, deux prétextes ont été martelés du début à la fin : "l'absence de conscience politique" et la "violence" des manifestants.

Constatons tout d'abord que, dans la bouche de "révolutionnaires", ces deux prétextes sont d'autant plus malvenus qu'ils renforcent la thèse du pouvoir, un pouvoir qui présente systématiquement l'action de ces populations sous l'éclairage de la "délinquance", en faisant semblant d'oublier qu'il s'agit d'une réaction à l'extrême violence sociétale qu'elles subissent.

Constatons également que ce qui a été posé en banlieue, ce sont bel et bien des actes politiques. Les militants "conscients" et "responsables", en niant le sens de ces actes, en les disqualifiant par un discours calqué sur celui du pouvoir, ont contribué à l'isolement humain et moral des révoltés et finalement à notre défaite à tous.

Un tel comportement n'est pas prêt d'être oublié par la fraction du prolétariat qu'ils ont aussi lamentablement abandonnée.

Arlette, les voyous et les trafiquants

De la même façon que sous une dictature certains se déclarent trop intelligents pour penser, affichant ainsi une spirituelle lâcheté, les militants officiels d'extrême gauche se sont déclarés trop conscients pour se révolter. Commode. Trop commode. Sur ce sujet Lutte Ouvrière a été la plus clairement fidèle à une certaine tradition marxiste qui repose sur une hiérarchisation de la population : il y aurait, tout au-dessus du panier ceux qui ont bien compris Marx (en l'occurrence, les militants de Lutte Ouvrière, qu'ils soient issus de la haute bourgeoisie ou du monde ouvrier), un peu en dessous l'élite ouvrière (qui n'a pas tout à fait bien compris Marx mais qui est désignée par celui-ci comme le principal acteur de la révolution à venir) et tout à fait en bas, le monde ouvrier le plus pauvre. Les premiers prétendent diriger les seconds et abominent les troisièmes, qu'ils nomment lumpenprolétariat, c'est à dire sous-prolétariat (en insistant bien sur le sens péjoratif de "sous"). Ils englobent dans sous ce dernier terme l'ensemble des

ques, reconnaît qu'être pauvre et pas tout à fait français, ça n'aide pas à s'intégrer. Il fait mine de découvrir ce que tout le monde sait déjà : il y a du mal être dans les banlieues et du désespoir. Ce désespoir pourtant est partagé par tous. Pour supporter cette existence inhumaine on a recours à des anxiolytiques, des jeunes se suicident avant même de découvrir ce qu'est la vie, le cancer se propage conséquence d'une mauvaise nutrition ou de la radioactivité des usines. La nature agonise et des catastrophes écologiques se déchaînent aux quatre coins du monde. Ceux qui ont un compte en banque confortable n'y échappent pas. De l'insécurité de la survie pour les uns à l'inhumanité de la vie moderne pour les autres, il y a toutes les raisons d'être mécontent. Mais les mots viennent à manquer pour exprimer cette pauvreté là et on préfère consommer des gadgets "simplificateurs de vie". Ces ersatz de bonheur prêt à consommer ne remplissent pas le vide intersidéral du point de vue humain d'une vie dans une société capitaliste occidentale. Notre tâche est de mettre en lien tous ces facteurs que le système divise à n'en plus pouvoir : le problème est global tout comme sa solution.

Fait positif, on a assisté ces derniers temps à un phénomène intéressant. Des personnes qui n'ont a priori pas grand chose à voir avec les banlieues se sont senties solidaires spontanément, et même si elles n'étaient pas tout à fait d'accord avec les moyens employés, elles se sont reconnues dans cet embrasement soudain. Certaines se sont même surprises à espérer que la révolte se généralise. Dans cette époque obscure où le mensonge est relayé par la confusion, le simple fait de ne pas en vouloir aux émeutiers est précurseur d'une conscience bien plus large où tout est possible. L'idée qu'on a toujours le choix de se rebeller et de vivre autrement refait son apparition progressivement. Elle se fait loin des partis dépositaires de la révolution car ils en sont les ennemis irréductibles.

Lors de nos interventions, qui ont engendré des discussions, on a pu voir que l'espoir de changer de vie collectivement fait son chemin. Cette conscience positive, car elle prend le parti de la vie, se fait loin des médias et pratiquement dans l'anonymat. A chacun désormais de rentrer en résistance et de se regrouper collectivement. Il faut reprendre le terrain social et faire savoir que nous n'attendons rien d'un système d'oppression. Même si cette tâche parait ingrate et n'est pas spectaculaire, même si l'on a 'impression sur le moment qu'elle ne débouche pas, elle n'en reste pas moins primordiale. Le système n'aura plus les moyens d'acheter la paix sociale, et nous savons que ce genre de révolte va s'accentuer dans un futur proche. A chacun de choisir son camp: celui de la putréfaction capitaliste ou celui de la liberté et de la solidarité !

Marc-Aurèle

("Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

moin-étoile de ce procès, il affirme d'abord que lui *–bis repetita placent,* doit-il croire–, il les a reconnu tout de suite, cet Icham et ce Mohamed. Il nous explique même à quel moment : "… nous sommes arrivés au parking Gluck, le groupe suivi s'est dispersé. Certains membres se sont réfugiés dans la coursive. La brigade est monté et a interpellé trois individus [Abdelrani, Icham et Mohamed]". Le témoin a tout vu. Il nous certifie qu'Icham et Mohamed ont été arrêtés au 5ème étage.

A moins que la coursive ne soit allée miraculeusement se promener au rez-de-chaussée, force est de constater, avec l'avocat de la défense, que le témoin "nous décrit des conditions d'arrestations contraires à celles de ceux qui ont interpellé !".

Et ce n'est qu'un exemple choisi dans un véritable florilège.

Faut-il le rappeler, dans ce procès, il n'y a aucun élément matériel. Tout repose sur des déclarations de quatre policiers. Trois en refusant de déférer à la convocation du tribunal se sont soustrait à tout débat contradictoire. Ils ont également consigné dans des PV des affirmations contradictoires, comme on vient de le voir. Le seul qui soit venu s'est fait prendre dans de terribles contradictions. Il a finalement du avouer à l'audience qu'il ne reconnaissait personne. Malgré l'inanité de l'accusation, Jean, Abdelrani, Icham et Mohamed sont toujours en prison. Nous n'aurons de cesse qu'ils en sortent et qu'ils soient relaxés.

F.

(Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées, N°91 –numéroté par erreur 90–, été 2005)

PROCES POLITIQUE A LA REYNERIE (suite)

Nous avons rapporté dans notre précédent numéro le procès fait à quatre jeunes habitants de ce quartier populaire, lourdement condamnés en première instance. Le procès en appel avait fait apparaître l'absence de tout élément matériel dans le dossier et les contradictions de l'accusation. En appel, celui qui avait été désigné comme un "meneur" en première instance a été reconnu innocent des faits qui lui étaient reprochés et donc relaxé. Il faut dire que, dans son cas, les accusations policières sombraient dans le plus parfait ridicule. Les trois autres -pourtant condamnés sur les mêmes témoignages policiers que le premier- ont vu leur peine confirmée. Deux d'entre eux, soutenus tous le long de leur incarcération par leur famille et un groupe d'habitants du quartier, sont sortis de prison dans le courant de l'été. Le quatrième y est toujours (sortie prévue vers mai 06). Des voisins restent toujours mobilisés pour le soutenir. Vous pouvez envoyer correspondance ou dons au Comité d'action et de soutien aux prisonniers qui lui transmettra.

(Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées, N°92, octobre 2005)

TRACTS DU COMITE DE SOUTIEN

SOLIDARITE !

Pendant deux mois, sur décision du ministre de l'intérieur, vingt-cinq quartiers, disséminés dans tout le pays, ont été bouclés de façon permanente et transformés en ghetto. Le quartier de Toulouse-la-Reynerie a subi cette politique. Quel bilan peut-on en tirer ? Le seul résultat certain est l'arrestation violente et la condamnation injuste de quatre jeunes habitants de la Toulouse-la-Reynerie. Sans aveux, sans témoin et sans aucune preuve, ils ont été condamnés à 6 et 9 mois de prison ferme. Rappelons qu'au cours de leur procès le 11 avril 2005 :

- le "policier-témoin" a déclaré ne reconnaître aucun des inculpés,
- la police scientifique a déclaré qu'elle n'avait pas trouvé la moindre trace d'hydrocarbure sur les inculpés, accusés pourtant d'avoir lancé des "cocktails Molotov",
- les contradictions entre les différents procès-verbaux policiers ont éclaté. Les quatre prisonniers, forts de leur innocence, ont fait appel.

Nous exigeons leur libération immédiate et leur acquittement

SIGNEZ MASSIVEMENT LA PETITION !

Rassemblement & CONCERT DE SOUTIEN

JEUDI 5 mai a partir de 15H Place Abbal (Metro Reynerie)

UNE VRAIE CONSCIENCE POLITIQUE

Après cette flambée de révolte légitime, on peut tirer de nombreux enseignements. Déjà, et ce n'est pas un hasard, la résistance populaire vient d'un milieu où les contradictions sont les plus flagrantes : mise à l'écart des populations à majorité d'origine immigrée, alternance entre racisme diffus et ouvert, précarité généralisée, violence policière, stigmatisation sociale et médiatique… Il est clair que les valeurs auto proclamées du système (telles que l'égalité), là plus qu'ailleurs, sont démenties en pratique. Il n'y reste plus personne pour croire "qu'en travaillant" et en étant un "bon citoyen" il pourrait s'en sortir. Cette conscience clairvoyante de l'impasse sociale débouche sur une conscience politique : il suffit de voir comment les partis politiques et les organisations de gauche ont été rejetés des quartiers. C'est normal, depuis 20 ans, ils touchent des subventions sur les dos des populations. Ils ont largement fait leur preuve ici qu'il n'y avait rien à attendre d'eux.

Les quartiers populaires aujourd'hui sont de grands ensembles déconnectés du reste de la ville. Les médias ont œuvré quotidiennement depuis de nombreuses années à ce que ceux qui n'y vivent pas en aient peur. Aujourd'hui, on peut dire, qu'une partie de la population est perméable à ce discours. La peur habilement distillée, empêche toute communication. Même dans les milieux soit disant progressistes ou révolutionnaires le manque de réactivité démontre que l'État a réussi sa division. Certains ont même justifié la répression. Cette révolte fut ghettoisée alors qu'elle avait toutes les raisons de s'étendre, et nous étions trop peu nombreux à faire savoir qu'elle pouvait être l'étincelle d'une rupture généralisée. Cet état de fait provient de la peur de l'autre, et de la peur non-consciente produite par un système qui s'attaque petit à petit à de plus en plus de monde. La pauvreté, la ségrégation sociale, la précarité ne sont plus l'apanage des cités, elles sont à tout moment réalité pour beaucoup de gens.

L'État par la voix de ses médias a un discours fascisant et opère un retournement habile. Les pauvres d'origine étrangère (sous-entendu, qui n'auraient pas les mêmes mœurs) ne veulent pas s'intégrer, ne respectent pas les règles et en plus ils se révoltent. La réalité est inversée, l'État leur refuse de s'intégrer et il ne les considère que comme une réserve de main d'œuvre bon marché.

Mais l'État n'a pas qu'un discours il a aussi sa pratique. Au plus fort des émeutes il instaure le couvre feu, fait témoigner des citoyens-policiers en faveur de l'intervention de l'armée, montre qu'il est prêt à en découdre si tout ne rentre pas dans l'ordre. Dans des numéros précédents (AZF, Nouvelle-Orléans) nous avons largement analysé comment le pouvoir, quand il est affaibli, met en quarantaine. Outre son efficacité pratique, la mise en quarantaine a aussi une fonction symbolique : si tout ne rentre pas vite dans l'ordre, nous avons les moyens de réprimer encore plus sévèrement.

En même temps qu'il stigmatise, l'État à grand renfort de dossiers médiati-

sur place, ils le voyaient souffrir, hurler, sa main déchiquetée, ses doigts par terre et c'est des garçons qui l'ont emmené vers l'hôpital. Même un monsieur est venu, un monsieur français qui est de notre quartier, il m'a dit "Madame, c'est moi qui ai récolté les doigts de votre fils"! Déchiquetés, là quand même c'est trop, c'était lundi le jour du drame, lundi soir à 18h30. Oui, j'ai mon fils qui a été amputé d'une main après une grenade qu'ils ont lancée.

Une autre femme : Je viens d'arriver de l'étranger, il y a eu beaucoup de violences ?

La mère de Réda : Non, il y a pas eu beaucoup de violences sur le quartier, il y a eu beaucoup de pression, alors on était encadré par les CRS. Même nous les mamans, il faut voir comment ils nous traitent ! Et pourtant, où vous voulez qu'on aille ? Où vous voulez que ces jeunes, que cette génération aille ? C'est des jeunes qui sont nés ici. Je sais pas quoi dire, j'aurais du les remettre dans mon ventre et les laisser, ne pas leur donner une vie ! Un, il a 25 ans, sans travail, bon il a pu un petit peut travailler une fois. Ma fille, elle a un BEP vente, là où elle va, comme elle habite le Mirail, on la prend pas. Alors où on va ?

Une femme qui arrive : Où habitez-vous donc ?

La mère de Réda : Au Mirail, à la Reynerie, et on dirait que là bas il y a des apaches ! C'est devenu un ghetto, Ils veulent travailler quand même ces jeunes ! Ils veulent bouger ! Comment voulez-vous qu'ils s'en sortent ces jeunes ? C'est trop. Il est sorti à 6 heures et demi et il s'est fait amputer d'une main par les CRS !

Une femme : Et les secours, alors ce sont des gens ?…

Un ami de Réda : C'est des gens de la cité qui l'ont amené à l'hôpital.

La mère de Réda : Les secours, ils ne sont pas venus, personne, heureusement il y a un grand comme lui, il lui a arraché le pull il lui a fait un garrot alors qu'il y avait du sang partout, et il a perdu connaissance, et eux, la police, ils rigolaient !

Une femme : Et après ?

La mère de Réda : Ils ont eu un accident, ça s'est produit sur la rocade, vers les Pradettes, personne ne voulait s'arrêter pour le prendre. Alors on laisse les gens mourir, ils auraient pu le tuer, voilà, c'est tout ce que j'ai à vous dire.

("Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

TOULOUSE :
APRES LE MARATHON DES MOTS,
LE MARATHON DES MAUX !

En février et en mars 2005, sur décision du ministre de l'intérieur, vingt-cinq quartiers, disséminés dans tous le pays, ont été bouclés en permanence et transformés en ghetto. Le quartier de Toulouse-la-Reynerie a subi cette politique qui traduit, non pas une quelconque "lutte contre l'insécurité", mais la volonté de terroriser les habitants en multipliant le harcèlement et les violences policières, les arrestations arbitraires, les condamnations sans preuve, tout cela dans un contexte de misère économique et d'absence de perspectives. L'arrestation violente et la condamnation injuste de quatre jeunes habitants de Toulouse-la-Reynerie est un des maux supplémentaires dont nous souffrons.

> Bien que leur procès en première instance ait mis en évidence des contradictions évidentes (le "policier-témoin" a déclaré ne reconnaître aucun des inculpés, la police scientifique a déclaré qu'elle n'avait pas trouvé la moindre trace d'hydrocarbure sur des inculpés, accusés d'avoir lancé des cocktails Molotov, des affirmations contraires dans des procès-verbaux....), ils ont été lourdement condamnés (6 à 9 mois ferme).

> Bien que juridiquement innocents jusqu'à ce que leur procès en appel ait eu lieu (le 9 juin), ils sont toujours en prison depuis plus de deux mois (20 mars).

> Bien que leur dossier d'accusation soit vide et qu'ils offrent toutes les garanties de représentation, leur mise en liberté provisoire a été refusée.

Ces quatre prisonniers sont en fait des otages. Nous exigeons leur libération immédiate et leur acquittement.

Le comité de soutien

Venez au rassemblement de solidarité vendredi 3 juin à 18 heures, Place du Capitole

COMMUNIQUE DE PRESSE REYNERIE : Liberté immédiate pour les 3 prisonniers !

Communiqués des familles, amis et du comité de soutien

Depuis le 20 mars 2005, quatre jeunes habitants de la Reynerie ont été mis en prison pour "violences". Leurs condamnations par le Tribunal Correctionnel ont été prononcées sur des "témoignages" et des "preuves matérielles" strictement identiques dans les quatre cas.

Le 23 juin, la Cour d'Appel, devant le vide absolu du dossier a reconnu publiquement l'erreur du Tribunal Correctionnel dans un des cas. C'est une décision logique. Par contre, nous sommes stupéfaits que la Cour ait confirmé les peines dans les trois autres cas (sans toutefois les aggraver). Rappelons en effet que, dans ce dossier :

- Trois témoins essentiels (des policiers) sur les déclarations desquels reposaient les accusations ne sont jamais venus témoigner devant le tribunal, cela malgré leur convocation par le Parquet. Est-il normal que des témoins de l'accusation (qui plus est des fonctionnaires) puissent refuser de venir à une convocation du Tribunal ? Est-il normal qu'ils puissent ainsi empêcher la défense de faire éclater les contradictions de leurs "témoignages" ?

- En ce qui concerne l'unique témoin qui s'était présenté au tribunal (un autre policier), la Cour d'Appel a balayé son témoignage dans un cas. Pourquoi pas dans les trois autres ? Si ce témoin s'est trompé (ou a menti) dans un cas, comment peut-on lui accorder la moindre crédibilité dans les trois autres cas ?

- Quant aux "preuves matérielles" du dossier (des traces d'hydrocarbure), la Cour d'Appel a confirmé ce que nous savions déjà : c'est la police scientifique elle-même qui a apporté la démonstration de l'innocence des quatre prisonniers sur ce plan aussi !

Devant des dossiers aussi vides (fait reconnu par la Cour d'Appel dans un cas sur quatre), devant une telle contradiction dans la décision rendue, nous devrions aller en Cassation. Nous ne le pouvons pas, tout simplement parce que cette procédure est trop chère pour nous.

Nous ne baissons pas les bras pour autant.

Nous exigeons la mise en liberté immédiate des trois prisonniers restants. Nous exigeons des dommages et intérêts pour la personne dont la Cour d'Appel a reconnu qu'elle avait fait trois mois de prison pour rien.

Les familles, les amis, le comité de soutien.

Dans la convivialité, nous vous invitons à nous rencontrer et à en discuter, le jeudi 7 juillet à 19 heures, place Abbal.

"MON FILS A EU LA MAIN ARRACHEE PAR UNE GRENADE"

Lors du rassemblement de la CNT-AIT, place du Capitole, samedi 12 novembre 2005, plusieurs habitants des quartiers sont venus témoigner publiquement des réalités qu'ils vivent. Nous re-transcrivons ci-dessous une partie du témoignage fait à cette occasion par la mère de Réda (le jeune homme dont la main droite a été littéralement arrachée par une grenade policière à La Reynerie le lundi 7 nov. 2005), au micro de la radio libre Canal-Sud.

La mère de Réda : Mon fils, il a 21 ans, il est sorti pour regarder ce qui se passait. Il a sauvé quelques vies, empêché que des enfants soient défigurés. Vous croyez que c'est normal qu'on tire une grenade comme ça ? Ne me dites pas !

Un participant au rassemblement : Pour faire un tel dégât, c'est une grenade militaire, une grenade offensive.

La mère de Réda : Il n'était pas parmi les révoltés. Sa main a été déchiquetée. Irréparable. Il a perdu toute la main, la droite, et c'est normal ça ?

Un participant : Non c'est pas normal et c'est pour ça qu'on proteste, c'est une grenade de type offensif qui a été tirée, en principe, c'est réservé à un emploi dans des guerres, mais au Mirail y'a pas la guerre !

Quelqu'un : Ah si !

Un autre participant : C'est la guerre de Sarkozy, c'est une guerre contre les pauvres. Ils viennent, ils provoquent et ils tirent.

La mère de Réda : Un jeune de 21 ans, il ne travaille pas, il n'a pas le chômage, il ne peut pas être RMISte ni rien du tout, quand même c'est trop, et s'il n'y avait pas moi ? C'est mon fils quand même, et c'est pas un petit jeune qui était dehors, c'est pas un enfant de 9 ans qui était dehors, c'est pas un enfant de 14 ans qui était dehors, c'est un jeune de 21 ans. Il n'a pas d'antécédents, il n'a jamais été remarqué par la police, la grenade il l'a prise pour l'éloigner, parce qu'elle était tombée près d'un groupe d'enfants. Tous ses doigts sont restés sur place. Pour les secours, ni le Samu, ni les pompiers, personne s'est déplacé, c'est des jeunes qui l'ont emmené.

Une femme : Pourquoi ? Ils n'ont pas répondu, ils ne venaient pas ?

La mère de Réda : Non. La police, ils rigolaient, il y a des témoins, ils rigolaient

dre la démocratie, à réprimer aussi sauvagement qu'il le faudra une partie de notre propre électorat”.

Répétition Générale

Cet état d'urgence a été décrété alors que la situation n'avait rien de catastrophique, loin de là. Ceux d'entre nous qui vivent en banlieue en ont vu vraiment d'autres. Certes, les médias ont mis le paquet, pour faire croire que la France flambait. En fait, les affrontements ont été circonscrits, et, même dans les zones "chaudes", assez limités.

En se plaçant un instant sur le terrain de nos adversaires, dans une perspective du maintien de l'ordre capitaliste, une constatation s'impose : l'état d'urgence n'était nullement nécessaire. Mais sa proclamation permettait de tester, grandeur nature, sa faisabilité au cas où il s'avérerait un jour réellement utile. C'est donc à une répétition générale que nous avons assistée. Elle a été fort rassurante pour le pouvoir : il n'a manqué ni de crétins, morts de trouille, pour dénigrer les révoltés, ni de collaborateurs pour le soutenir.

Qu’est-ce que vous faites la prochaine fois ?

Grâce à ce front commun, la France a retrouvé son petit rythme pépère : les entreprises délocalisent et licencient au rythme des cours de la bourse. Les loyers continuent leur hausse irrésistible. L'électricité est privatisée. Les expulsions de sans-papiers s'accélèrent. Des SDF meurent de froid. Le tarif du gaz explose. Les "avec-papiers" expulsés de leurs logements sont toujours à la rue. La violence policière se donne libre cours. Les ghettos se renferment. Les jeunes sont sacrifiés… L'oppression étatique, la misère économique et sociale font chaque jour tâche d'huile.

Dans ces conditions, il est clair -au moins pour nous- que la révolte des banlieues, si elle avait été accueillie dans la solidarité, pouvait être le point de départ d'une remise en question générale de cette société fondamentalement injuste. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à un travail de présence sur le terrain, d'explication, de solidarité. C'est ce même travail que nous invitons à entreprendre avec nous dès aujourd'hui tous ceux que la situation actuelle excède, dans la perspective des prochains mouvements sociaux qui viendront inexorablement.

Paul

("Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

III. UNE CRISE DE SOCIÉTÉ

UNE SEMAINE DE LUTTE A TOULOUSE

Avant même qu'il ne se passe quoi que ce soit dans l'agglomération, d'importantes forces de répression ont convergé vers Toulouse le vendredi 4 novembre. Dès lors, la police "met la pression" sur le grand Mirail, comme elle l'avait fait voici quelques mois[*1].Les même causes produisant les mêmes effets, des incidents éclatent immédiatement. Au sein de la CNT-AIT, la discussion entre les militants appelés à une assemblée générale n'a pas besoin d'être longue. Une position unanime émerge et un premier tract est rédigé collectivement dans la foulée. Après avoir rappelé le sens de la crise, dénoncé les mensonges des politiciens et des médias, il se conclut par "Il est grand temps de nous attaquer aux véritables causes de la violence que nous subissons. Partout, il est temps d'élargir solidairement la lutte. Organisons, là où c'est possible, des rencontres, des manifestations, des grèves contre la violence de l'Etat et du capital". Le ton est donné : solidarité avec la lutte, dénonciation du rôle criminel de l'État et du capital, appel à manifester et à faire grève, ce sera du début à la fin notre position.

Dimanche 06/11/2005 : Des habitants dans la rue

En ville : distribution de 1 000 tracts sur les marchés (Saint-Sernin, Saint-Aubin).

A la Reynerie, bonne surprise en soirée : quelques dizaines de parents sont spontanément descendus dans la rue pour protéger les gosses face aux 300 CRS armés jusqu'aux dents. Nous (les militants CNT-AIT du quartier) nous joignons immédiatement à eux, d'autant que nous ne sommes pas des inconnus pour plusieurs d'entre les présents et que les choses sont plutôt claires. Certes, le groupe informel qui se constitue ainsi est très hétérogène (pour être exact, précisons que tous les soirs des militants du PC, parfois quelques chevénementistes et quelques intégristes musulmans ainsi que des militants catholiques s'y joindront). Malgré tout, ici, on comprend la révolte des jeunes et on le dit : "Ce sont nos enfants" rappelle un voisin. Et, si tout le monde aspire à une vie paisible, personne n'est dupe du discours médiatique : on sait trop d'où vient la violence. Quand les vannes de la dénonciation s'ouvrent, ce n'est pas contre les "racailles", c'est contre le chômage, les violences policières, la misère, la ségrégation scolaire, les loyers, la gestion des HLM, le prix des aliments et celui de l'eau, … la liste est longue ! Certes, l'incendie de l'école troublera quelques

participants de ce groupe informel. Mais, même à leurs frais, certains restent solidaires. Comme ce jeune ouvrier d'entretien, dont la voiture à été une des premières à flamber, et qui tout en se demandant comment il irait au travail le lendemain, est venue se joindre à nous "parce que je suis comme eux". D'ailleurs, ce groupe n'est pas coupé des plus jeunes. Certains, à plusieurs reprises, viendront, dans la semaine, discuter avec nous. Ce ne sont pas les arguments qui leur manquent, ni le raisonnement ! Contrairement à l'image négative que les médias et les pseudo-intellectuels à la solde du pouvoir s'ingénient à donner, le niveau de réflexion, la conscience politique sont sûrement plus élevés chez ces jeunes que chez des millions de spectateurs de la Star Ac' et autres niaiseries télévisuelles de masse.

Dans la soirée, des affrontements ont lieu rue de Kiev suite au tabassage d'un jeune dont le seul crime avait été de conduire son scooter sans casque !

La nuit, un hélicoptère armé d'un puissant projecteur ne cesse de tourner au-dessus du quartier traquant les révoltés... Il passe au ras des immeubles, dont les vitres tremblent. On ne peut pas dormir. Les enfants ont peur.

Lundi 7/11/2005 : Action antisolidaire des syndicats de chauffeurs

En ville : 4 000 tracts CNT-AIT sont distribués pour appeler à manifester et à faire grève. Ces tracts sont bien reçus. Une vingtaine de compagnons qui distribuaient vers 21 heures ont été pris pour "des bandes de jeunes circulant au centre ville" par des journalistes (FR3 édition 23 heures).

A la Reynerie : En fin d'après-midi, un bus flambe. Les CRS lancent des grenades sur tout ce qui bouge. En voulant éloigner une grenade tombée tout près d'un groupe d'enfants, un jeune homme perd la main droite. Pendant ce temps, comme ils l'avaient fait à la suite du meurtre du jeune Habib par un policier[*2], les chauffeurs décident d'exercer immédiatement leur "droit de retrait" occasionnant une pagaille brutale jusqu'au lendemain (toute la journée), dans toute la ville. Par cet acte antisolidaire, les traminots, totalement soutenus par l'ensemble des syndicats (dont SUD) criminalisent encore plus les jeunes de la Reynerie en les faisant passer aux yeux des autres habitants pour responsables de la paralysie de la ville. Pour couronner le tout, le métro est coupé.

En soirée, le groupe informel s'interpose, en haut de la rue de Kiev, devant les forces de répression pour éviter toute nouvelle exaction. On évoque la possibilité d'organiser une manifestation en ville.

Mardi 08/11/2005 : La venue de Sarkozy remet le feu aux poudres.

Les Jeunes libertaires et la CNT-AIT distribuent des tracts à la fac du Mirail (située à moins de 500 mètres de l'épicentre des événements) et dans plusieurs lycées. Des militants assurent une première présence au tribunal (soutien aux personnes passant en comparution immédiate). Une délégation, issue du Mouvement des femmes du quartier (association de fait, non déclarée, non subventionnée) va à la

REPETITION GENERALE

Le 27 octobre 2005, à Clichy, deux jeunes qui reviennent d'une partie de football meurent carbonisés. Ils s'étaient réfugiés dans un transformateur électrique pour échapper à un contrôle de police. Pourquoi, des adolescents qui n'ont rien à se reprocher, ont-ils, en France, à ce point peur d'un simple contrôle de police qu'ils sont prêts à tout ? Parce que les contrôles de police sont arbitraires, répétitifs, souvent violents, toujours humiliants et peuvent durer des heures, tout cela sans raison aucune. Zyad (17 ans) et Banou (15 ans) n'ont pas voulu subir une fois de plus cette humiliation. Ils en sont morts.

Loin de s'interroger sur le sens de ces deux morts, les médias ont immédiatement retranscrit le flot de calomnies déversé par la police et le gouvernement sur les deux victimes. Lorsque, devant tant de cynisme venu se rajouter à un fond chronique de misère, les banlieues se sont embrasées, tout le monde a prestement oublié l'origine de la révolte, et toute la classe politique s'est retrouvée pour stigmatiser "les jeunes".

Quelques rappels

Voici trois ans, les mêmes ou presque, nous expliquaient qu'il fallait voter Chirac pour éviter que Le Pen ne suspende un jour les libertés. Aujourd'hui, nous avons Chirac et la suspension des libertés. Était-ce bien la peine de faire défiler des millions d'électeurs -dans les rues d'abord, dans les urnes ensuite- pour en arriver à un aussi piteux résultat ? La CNT-AIT, presque seule, avait appelé à l'abstention au deuxième tour comme au premier. Les faits lui donnent aujourd'hui raison : il n'y avait rien à attendre de cette farce électorale. Voici à peine un an, les mêmes ou presque, nous expliquaient qu'il fallait voter "non" à la Constitution européenne, car cette dernière contenait un article permettant de suspendre les libertés. Inutile de répéter le raisonnement ci-dessus, c'est exactement la même chose. Dans quelques mois, les mêmes ou presque, viendront nous expliquer, avec le même type d'arguments, qu'il est indispensable de voter. Ils feront semblant d'oublier que l'histoire électorale démontre, avec une force particulière ces dernières années, que ce n'est pas des urnes que viendront les changements auxquels nous aspirons.

Le parti socialiste prêt à prendre la relève

D'autant que ceux qui se présentent à ce jour comme les principaux challengers de l'équipe gouvernementale en place ont hissé la couleur. Premier parti de l'opposition, le Parti socialiste a en effet approuvé cette monstruosité qu'est l'état d'urgence - même s'il a ensuite mollement protesté contre sa prolongation. C'est un signal, un signal fort qu'il a envoyé à la classe dominante pour lui dire : “Nous aussi, nous sommes prêts –si vous nous redonnez le pouvoir– à défendre vos intérêts, quitte à suspen-

n'a précisé s'il était plein, les bouteilles vides et le papier gras sont respectivement, le contenu, le contenant, et la mèche d'hypothétiques cocktails Molotov. Comme l'a dit lui-même le Président du tribunal : "Passons sur le papier", il aurait fait en effet une bien piètre mèche ! … Reste que les jeunes sont placés en garde à vue, parce que, se réunissant dans un jardin mal entretenu, les "faits" décrits ci-dessus sont qualifiés par la police "d'association de malfaiteurs en vue de perpétrer un incendie volontaire" !

48h de garde à vue sous la pression d'une telle inculpation, dix ans de prison ferme à la clé, et on a vite tendance à abonder dans le sens désiré par l'air du temps. Mikaël aurait donc été vu tenant à la main le bidon d'essence. Bien énigmatique bidon, car non seulement on peut douter qu'il ait été plein à ce moment, mais de plus on ignore qui l'a amené et pourquoi. Le procès verbal de la police, établi à l'arrivée sur les lieux, décrit également, à proximité un scooter en panne (d'essence ?). Mais là aussi "passons", on n'en saura pas plus.

A l'issu de cette garde à vue, tous les présumés "malfaiteurs associés" sont libérés. Ils ne seront plus inquiétés. Tous sauf un, Mikaël. Lui, et lui seul, est poursuivi pour "association de malfaiteurs". Parce qu'il aurait tenu un curieux bidon en compagnie de ses copains dans une soirée aussi brumeuse que fantasmatique, il écope ce 30 novembre de 8 mois de prison fermes.

Un tel verdict ne peut s'expliquer que de deux façons. Soit, ce jeune homme, a l'unique privilège dans ce bas monde d'être à la fois singulier et pluriel et de pouvoir ainsi constituer à lui seul une "association". Soit que, comme ce fut le cas de Mikaël, être le seul noir dans un groupe de blancs en banlieue prédispose lourdement à la condamnation pénale et médiatique. Comme la première hypothèse est pour le moins improbable, il semble qu'aujourd'hui la discrimination pénale ait fait un pas de géant. Fait assez extraordinaire, à la fin des débats, un toulousain âgé qui avait suivi tout le procès, a pris poliment la parole à la barre du tribunal, et déclaré face à des magistrats médusés : "Les faits ne sont pas constitués. Il faut que le tribunal relaxe ce jeune homme", exprimant ainsi spontanément la vox populi. Mais rien n'y a fait. L'inique verdict a été accueilli par les protestations des copains de Mikaël venus nombreux et de voisins, solidaires de la famille, très entourée. Nous sommes tous repartis avec le sentiment d'une nouvelle injustice.

Un présent au procès

("Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

préfecture.

A la Reynerie : vers 18 heures un rassemblement, auquel participent beaucoup de femmes et beaucoup des personnes du groupe informel, s'organise place Abbal. Le discours des habitants va dans la droite ligne de ce qui se disait au comité de soutien aux incarcérés après les émeutes du 20 mars[*3]. Alors que tout est calme, vers 19 heures, l'annonce de l'arrivée de Sarkozy à Toulouse remet le feu aux poudres. Des affrontements sporadiques mais violents ont lieu entre des jeunes et deux escadrons de gendarmes mobiles. Vers 22 heures, les gardes mobiles font dégager les deux derniers groupes d'adultes qui restent dans la rue (un groupe pour chaque escadron) pour faire place à son Excellence, M le Ministre de l'Intérieur et du Désordre Public.

Fait nouveau : à partir de cette date, la CNT AIT est moins seule. Un tract, sans signature, est distribué en ville pour appeler à un rassemblement à 22 h au Capitole : 300 manifestants seront présents à ce moment devant la mairie de Toulouse (moitié des militants libertaires et autonomes, moitié des jeunes, dont un de la Reynerie qui a pris la parole au mégaphone). Absence totale des gauchistes et autres politicards.

Mercredi 09/11/ 05 : La démocratie s'arrête aux Arènes.

Reprise des transports en commun. Mais toutes les lignes desservant le Mirail s'arrêtent à 17h, puis les jours suivants à 20h. Comme le fait remarquer ironiquement un compagnon "la démocratie s'arrête aux arènes" (dernière station de métro ouverte sur la ligne). Si on ajoute à cela l'important dispositif policier qui encadre ces quartiers, les rondes continuelles d'hélicoptères qui n'ont pas cessé depuis dimanche, on peut dire que la population vit un véritable état de siège.

Vers 18h, à Reynerie, divers politicards et militants associatifs (SOS racisme, etc.) tentent de prendre contact avec les jeunes. Ceux-ci, pas dupes du double discours de ces militants (qui soutiennent l'état d'urgence), leur demandent poliment mais fermement de partir car "on ne vous voit jamais, sauf quand il y a de l'argent à récupérer". Les politiciens veulent rester là. Pour les faire partir, une voiture est lancée dans une école maternelle (en travaux) puis incendiée. Les CRS lancent des grenades et dispersent les politiciens.

Capitole (22 h - 23 h 30) : Un rassemblement sans étiquette regroupe 300 personnes. Un "pont" commence à s'établir peu à peu entre des habitants du centre et des habitants de banlieue. Il est décidé d'être là tous les soirs 22 heures. Pas d'incidents. Un tag fait son apparition sur la façade de la Mairie "Non à l'urgence, non à l'État". Une partie des personnes présentes partent en manifestation de nuit.

Jeudi 10/11/2005 : La pression policière à la baisse

Jour de marché à la Reynerie. Vers 10 heures, la CNT-AIT et les Jeunes libertaires, diffusent massivement leur tract. De rares personnes ne sont pas du tout

d'accord, mais de nombreux habitants nous font savoir qu'ils sont contents de se sentir soutenus sans paternalisme ni mépris. A 12 h15, au même endroit, manifestation citoyenniste (LDH, PS, PCF, CGT, etc.) à laquelle nous ne participons pas bien entendu. Les habitants du quartier restent comme nous à l'écart et regardent très moqueurs tous ces gens venus à la pêche aux voix et aux sous.

En fin d'après-midi, un constat : Manifestement, la police a décidé de faire tomber la pression. Le dispositif policier a été allégé d'un coup, et, au lieu d'avoir le troupeau habituel de "goldoraks" qui nous regarde avec haine, ce sont à peine quelques gardes mobiles, en tenue de ville, qui patrouillent sur la place, presque avenants, semblant chercher le contact avec notre groupe informel, présent comme tous les soirs. Du coup, il n'y a pas d'incident. Vers 21 heures, des jeunes prennent même un ballon et se mette à jouer au foot au milieu des gardes mobiles, qui, après avoir hésité à les dégager, se poussent finalement.

En ville à 20 h, la CNT-AIT organise dans son local une réunion publique d'information. La modeste salle est pleine de gens de tous horizons solidaires avec les habitants des cités.

Une nouvelle manifestation de nuit a lieu.

Vendredi 11/11/2005 : Soutien aux victimes

La présence policière est encore plus discrète. Des habitants ont pris l'initiative d'organiser une soirée en soutien au jeune qui a perdu la main. Dans la rue, il y a de la musique, des merguez, des sandwichs. L'intégralité de la recette (la matière première a été offerte par les uns et par les autres) est destinée à cette famille. Un bon groupe de jeunes et de moins jeunes y participe.

Samedi 12/11/05 : manif sans les habitants du quartier, rassemblement solidaire au Capitole

Depuis le 10/11/2005, très "unitairement" les politiciens ont tenté de faire croire que les habitants de la Reynerie avaient décidé d'organiser une marche avec eux. Tous les médias, élus et autres permanents ont été mobilisés pour cela. Cette manœuvre avait deux objectifs : récupérer les banlieusards dans le giron des prochaines élections présidentielles et faire pièce a l'action de la CNT AIT qui, avant cela, appelait à un rassemblement pour le samedi 12 sur la place du Capitole. Cette manœuvre a échoué assez lamentablement.

Reynerie : A partir de 14 h, à l'appel de ces partis, syndicats et associations, cinq à six cents personnes se retrouvent sur le centre de la place Abbal. Très peu d'habitants du quartier se joignent à eux (tellement peu, que les organisateurs ont été obligés de le reconnaître). Nous (les habitants) sommes concentrés (en particulier beaucoup de gens du groupe informel, sauf les quelques militants politiques qui, bien sûr étaient de l'autre côté) sur le pourtour de la place, avec pas mal de jeunes, sans rien dire. Quand des organisateurs viennent vers nous pour nous inviter à nous

TOULOUSE : PRISON FERME POUR COMPARUTIONS IMMEDIATES

Lundi 14 novembre 13h30, nous arrivons devant le TGI de Toulouse, (un RDV avait été donné par un tract de la CNT-AIT au rassemblement de Samedi place du capitole). Il y a du monde devant l'entrée.

Y-a-t'il fouille ou contrôle pour que tous attendent ainsi sous la pluie ? Non, en nous faufilant nous en apprenons la cause. Ce sont deux rangées de CRS qui occupent le couloir. Ils empêchent toute personne de s'introduire dans le tribunal. Toute personne ou presque… Uniformes bleus ou noirs, porteurs de cartes de presse, ont eux le passe droit . Mais les familles , les amis, eux n'ont droit qu'à attendre dehors que les procès se fassent.

Un seul du groupe, sur une quarantaine d'individus venus soutenir les inculpés, a réussi a s'installer dans la salle d'audience. Il y a eu quatre comparutions relatives aux "émeutes" sur Toulouse. Les résultats :

- Pour une poubelle brûlée a Pibrac : 5 mois fermes

- Pour avoir montré ses fesse aux CRS lors d'une manif nocturne : 3 mois fermes

- Pour outrage (il était avec celui qui montrait ses fesses) : 2 Mois fermes

Le procès de Mikaël K. est reporté au 30/11/2005 : il est maintenu en détention sous l'inculpation de "Participation a association de malfaiteurs". En fait il a été trouvé en possession d'essence...

Mères solidaires

Chronique de l'horreur judiciaire
8 MOIS DE PRISON FERME POUR MIKAEL

Mikaël, 18ans, a été interpellé avec ses copains dans la soirée du 07 novembre 2005 dans le quartier tout calme des Minimes. Le groupe discutait dans un jardin autour d'un banc. Près d'eux, un certain nombre de détritus, comme il est habituel d'en rencontrer dans les périphéries des grandes villes : des papiers gras, des canettes vides… et un bidon d'essence déposé prés d'une poubelle qui attire l'attention du petit groupe. Des policiers, avertis par des voisins, qui épient la scène de leurs fenêtres, arrivent peu après et arrêtent tout le monde.

Dans l'atmosphère qui est celle de ce début de mois de novembre, les détritus deviennent du "matériel incendiaire". Le bidon d'essence, dont aucun procès-verbal

aucune grève de solidarité alors même que la discrimination au travail est au coeur du problème. Les partis politiques PC, LO, LCR, qui ont dans un premier stigmatisé le mouvement emploient maintenant le double langage afin de ramasser quelques voix dans les quartiers pour les prochaines élections. Quant au PS, il a carrément justifié et approuvé l'état d'urgence. Les associations sont surtout préoccupées de toucher l'argent des subventions pour elles mêmes. Tous montrent par là que nos problèmes ne les intéressent pas et qu'ils ne poursuivent que leurs objectifs de carrière. Ne comptons que sur nous-mêmes, nous vous proposons :

- de tirer un bilan provisoire du mouvement pour savoir où l'on va. Pour cela rendez-vous Mercredi 16 Novembre 2005 à 20h30 rue Saint-Jean (Quartier des Carmes)

- d'organiser la solidarité avec les inculpés incarcérés , rendez-vous Lundi 13h30 allées Jules Guesdes devant le TGI.

joindre à eux, il ne manque rien ! Tour à tour, ils se font rappeler qu'ils ont soutenu l'état d'urgence, été au pouvoir et rien fait, bouffé des subventions, créé les centres de rétention, … Un monsieur maghrébin d'un certain âge conclut, avec un petit clin d'œil complice à notre égard : "Pas de récupération, ni politique ni religieuse". Ce à quoi tout le monde à applaudit.

Au Capitole : à 15 h 30, le rassemblement de la CNT-AIT a eu lieu. Il n'a pas été annoncé dans les médias, puisque nous avions décidé de ne leur envoyer aucun communiqué. En effet, étant donné leur rôle dans la criminalisation de la population des banlieues nous avons trouvé indécent de nous adresser à eux. Malgré cela, au seul appel de la CNT-AIT, près de trois cent personnes se sont réunies face à la mairie, avec, en particulier des mères de famille de la Reynerie et d'autres habitants de tous âges. Discussions très intéressantes. Prises de contact pour mettre en place un soutien aux victimes de la répression.

Conclusion

Il est sûr que ce mouvement n'a pas bénéficié de l'élargissement social qu'il méritait. En particulier, les syndicats, quand ils n'ont pas attaqué les jeunes (comme on l'a vu avec l'exemple des chauffeurs de bus) se sont bien gardés de toute action qui aurait pu permettre la moindre généralisation. Eux, qui prétendent "faire reculer le pouvoir", "défendre les travailleurs", "mettre le gouvernement à genoux" ont attendu que les banlieues soient redevenues calmes pour reprendre leurs traditionnelles grévettes à la SNCF, dans l'éducation nationale... De notre côté, ce n'est pas vraiment une surprise, nos moyens, à eux seuls, ne nous ont pas permis d'atteindre les objectifs qui auraient été souhaitables. Au moins aurons-nous essayé. Au moins aurons-nous fait acte de solidarité. Au moins aurons-nous contribué à préparer un autre futur.

Les militants CNT-AIT du Mirail

1 : Dans notre n°90 (Mai 05) nous avons publié un article prémonitoire : "Mon quartier à l'heure du Maréchal" _2 : Voir la brochure CNT-AIT : "Pipo, un meurtre en banlieue"_3 : voir nos précédents numéros, en particulier l'article "Représentativité et visibilité" dans notre n°83.

("Le Combat syndicaliste de Midi-Pyrénées", n°93, décembre 2005-janvier 2006)

CONTRE LE FASCISME, DESOBEISSANCE MASSIVE, GREVE GENERALE

Il y a quelques jours l'Etat déclarait illégale la grève des transports marseillais.

Mardi 8 novembre il décrète l'Etat d'urgence.

Devant les revendications des salariés, devant la colère des populations de banlieues, l'Etat ne se soucie pas de satisfaire les aspirations légitimes des ouvriers et des jeunes, il défend le capitalisme.

Quand personne ne croit plus aux promesses des politiciens et aux mensonges des médias, quand les matraques et les prisons sont insuffisantes à maintenir l'ordre des marchands de misère et de mort, quand tout cela ne suffit pas se dresse alors le spectre du fascisme.

La mascarade du vote Chirac, soit disant rempart contre le fascisme, trouve maintenant sa conclusion.

Ce que nous n'avons pas su faire en 2002, ne pas voter et lutter, il nous faudra le faire en 2005.

La défense de la liberté et de la dignité humaine sont trop importantes pour la laisser aux politiciens.

TOUS EN GREVE ! TOUS DANS LA RUE !

RASSEMBLEMENT POPULAIRE SAMEDI 12 NOVEMBRE 15H, PLACE DU CAPITOL

Pour parler de tout cela, nous vous proposons une rencontre débat jeudi 10 novembre, à 20 heures, à la CNT-AIT, 7 rue St Rémésy (près des Carmes) avec des habitants des quartiers (Mirail).

Nous serons aussi présents au rassemblement Place du Capitol, tous les soirs à 22h

imp spé CNT-AIT, nov 2005

15 JOURS APRES

Texte d'analyse de la CNT AIT sur la situation, diffusé lors du rassemblement organisé par les anarchosyndicalistes toulousains le 12 novembre dernier et qui a réuni entre 200 et 400 personnes.

UNE CRISE DE SOCIETE :

Dans un premier temps le pouvoir a été déstabilisé : les deux jeunes footballeurs, Zyed et Banou ne sont pas morts par hasard, ils sont morts à cause d'un choix de société. C'est la politique sécuritaire du pouvoir qui a été remise en question par la légitimité et l'ampleur de la révolte. Les associations, les partis et les syndicats de la gauche et de l'extrême gauche ont tout fait pour étouffer le mouvement de contestation spontané parti de Clichy le 27 Octobre 2005. Voilà par exemple la position de la direction du PCF le 3 novembre : « rétablir l'ordre est une urgence extrême. Les responsables des violences et des dégradations doivent être sanctionnés ... » ou « la violence au quotidien dans ces quartiers est peut être le fait de voyous ou de trafiquants » Arlette Laguiller LO (3/11/05). ou encore « la vague de révolte et de violence qui secoue aujourd'hui les banlieues et les quartiers populaires suscite une inquiétude profonde parmi la population... » Alain Krivine (3/11/05). Ces propos allaient dans la droite ligne de la manœuvre du pouvoir. De tels discours ont permis de faire avaler à la population l'état d'urgence qui est à l'opposé des valeurs prétendument défendues par ces organisations.

STRATEGIE DE LA TENSION :

C'est pour faire oublier la crise de société et les graves problèmes sociaux mises en évidence par la révolte de la Toussaint que le gouvernement a choisi de faire monter la pression dans les cités. Il va utiliser les médias pour mettre en oeuvre un spectacle pyrotechnique autour des voitures brûlées. La « violence » dont il est le responsable direct va lui servir à détourner la réflexion sur le nécessaire changement de société. Le débat sur les problèmes sociaux se cantonne à un débat sur la « violence » lui-même réduit à sa plus simple expression : un comptage de voitures brûlées dont on serait bien en peine de trouver quelqu'un capable de nous en certifier l'exactitude et l'origine.

PERSPECTIVES :

Les problèmes contre lesquels la populations des banlieues s'est soulevée reste malheureusement entiers et vont certainement s'aggraver. Se sont des problèmes sociaux, économiques et de sociétés qui nous concernent tous et dont les enjeux sont essentiels. Face à cela qu'observe-t-on ? Les syndicats n'ont appelé à ce jour à